

Notes aux états financiers Exercice clos le 31 mars 2001

(en milliers de dollars)

1. Autorisation et but :

Le Fonds renouvelable du Bureau des passeports (le Fonds) a été établi en 1969 pour assurer la délivrance de documents de voyage adéquats à des citoyens canadiens et à certains résidents permanents au Canada qui ne peuvent obtenir de passeport valide de leur pays d'origine. La *Loi sur les fonds renouvelables* a autorisé le fonctionnement du Fonds.

Une autorisation permanente continue du Parlement autorise le Fonds à effectuer des paiements à partir du Trésor, jusqu'à un total de 4 000 \$, à des fins de fonds de roulement, de l'acquisition d'immobilisations et du financement temporaire des déficits de fonctionnement accumulés. Un montant de 746 \$, représentant l'actif net pris en charge par le Fonds et les actifs contribués au Fonds, a été imputé à cette autorisation lorsque le Fonds est devenu budgétaire en 1981.

2. Principales conventions comptables :

(a) Stocks :

Le stock de fournitures et d'approvisionnements est inscrit au prix coûtant.

(b) Immobilisations :

Les immobilisations sont notées au prix coûtant et amorties selon la méthode linéaire, depuis l'exercice d'acquisition, sur leur durée économique prévue, comme suit :

Immobilisations	Période d'amortissement
Améliorations locatives	Période de baux
Ameublement	16 ans
Équipement de traitement électronique des données	5 ans
Autres pièces d'équipement	10 ans

(c) Autres immobilisations :

Depuis le 1^{er} avril 1994, le Bureau des passeports capitalise tous les coûts imputés au Programme de perfectionnement de la technologie. Les coûts du projet sont répartis dans quatre catégories qui sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée économique prévue du projet, comme suit :

Immobilisations	Période d'amortissement
Pièces d'équipement	10 ans
Système	10 ans
Ameublement	16 ans
Équipement de traitement électronique des données	4 ans